

En premier lieu, sans transiger sur le chapitre des libertés fondamentales, le Canada et les autres démocraties doivent s'efforcer de trouver une formule de coexistence avec les gouvernements totalitaires, ne serait-ce qu'une formule de tolérance mutuelle. A mon avis, le meilleur moyen d'y arriver consiste à élargir l'horizon de la liberté démocratique et à vivifier les vertus profondes de la démocratie. Même le despotisme le plus implacable ne saurait asservir à jamais l'âme humaine. Toujours on cherchera la liberté, même si pour la trouver il faut sauter par les fenêtres! Sans intervenir dans les affaires nationales d'aucun pays, les démocraties doivent, par le précepte et l'exemple, encourager partout la liberté. Les démocraties doivent encore opposer un bloc solide à toute action ou exigence agressives communistes. Nous devons mettre tout en oeuvre - comme le Canada l'a fait de concert avec d'autres Etats pacifiques - pour faire de l'ONU un organe effectif de coopération et d'entente internationales et pour l'empêcher de dégénérer, suivant le vœu des Etats communistes, en instrument agressif de guerre politique. S'il se trouve des gens pour ravalier les Nations Unies à ce rôle néfaste, je dirai comme M. Vishinski à la conférence récemment tenue à Belgrade: "Ils étaient libres de venir, ils sont libres de s'en aller".

L'ONU est actuellement le moyen dont nous disposons pour assurer une coopération internationale universelle et organisée. Elle incarne l'espoir que nous entretenons de résoudre nos différends sans recourir à la force. Ce serait la pire des tragédies s'il fallait que cet espoir fût brutalement frustré par les actes de certains Etats cruellement éprouvés par la guerre et qui bénéficieraient tellement du bon fonctionnement d'une organisation destinée à leur épargner le retour des mêmes malheurs. Nous tenons ardemment à garder dans l'Organisation des Nations Unies tous les Etats qui souscrivent aux principes et aux objectifs de la Charte. Mais mieux vaudrait n'avoir pas d'Organisation des Nations Unies qu'une organisation irrémédiablement réduite par les actes de quelques-uns de ses membres à un rôle futile sinon nocif.

Si, dans l'état actuel des choses, l'ONU ne peut pas - et nous savons qu'elle ne le peut pas - garantir la sécurité de ses membres, il ne suit pas de là que nous devons tirer de l'arrière et attendre que la tyrannie et l'agression détruisent les démocraties une à une.

Si la coopération en vue de préserver la paix au sein des Nations Unies est impossible sur le plan universel, il est possible aux démocraties libres et pacifiques de disposer leurs forces sur un plan régional afin de résister collectivement à l'agression et de la réduire collectivement à l'impuissance, que cette agression soit directe ou indirecte et d'où qu'elle vienne. Même si elle devait, au début, s'exercer sur un plan uniquement régional, une telle action collective s'impose d'urgence. La menace d'un communisme agressif et expansionniste, accordé aux ambitions d'une très grande puissance, est trop grave, trop directe et trop immédiate pour que nous attendions dans l'inaction que toutes les nations éprises de liberté se mettent d'accord sur une formule d'action collective.

Voilà pourquoi le Gouvernement canadien, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, tant au moyen de déclarations publiques que d'interventions et d'entretiens diplomatiques, a préconisé un système de sécurité nord-atlantique englobant le Royaume-Uni, les Etats-Unis, le Canada et les pays libres de l'Europe occidentale. Un tel système pourrait, croyons-nous, créer et maintenir une force défensive jouissant de la prépondérance nécessaire sur tout adversaire possible ou toute alliance possible d'adversaires agressifs.

...../J'ajoute